



Géopolitique et transports: Union européenne et Ukraine - Un esprit dominateur

Par [Comaguer](#)

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Mondialisation.ca, 05 décembre 2013

[Comaguer : Bulletin n° 261](#)

La crise ukrainienne en cours qui a beaucoup de traits communs avec la « révolution orange » avortée de 2004/2005 constitue en fait une réaction nationale à une politique dominatrice de l'Union Européenne.

Après avoir intégré en 2004 une série de républiques issues du bloc soviétique anciens pays membres du COMECON et du PACTE DE VARSOVIE (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Roumanie, Bulgarie) l'Union européenne a en effet mis en œuvre à partir de Mai 2008 une politique d'extension de sa zone d'influence pour l'étendre jusqu'aux frontières occidentales de la Russie en tentant de signer des accords d'association avec les anciennes républiques soviétiques : Belarus, Ukraine, Moldavie, Géorgie et Arménie. Trois mois après le lancement de cette politique le président géorgien Sakashvilli, fidèle agent des intérêts occidentaux dans son pays se lançait en Abkhazie et en Ossétie du Sud dans une aventure militaire à laquelle la Russie allait répondre avec la rapidité et le succès que l'on sait.

Cette politique portant le nom aguicheur de « partenariat pour l'Est » est en fait à l'image de celle du partenariat méditerranéen une politique visant à imposer le libre-échange aux pays visés.

Il s'agit d'une politique de domination sous tous ses aspects : idéologique, financier, économique et militaire acté dans 80 000 pages de règlements à accepter en l'état et qui a le caractère d'un contrat léonin puisque l'UE négocie en tant que puissance économique globale avec chacun des pays-cibles. Que peut peser dans une négociation le gouvernement moldave face à ce mastodonte technocratique ?

Le Belarus solidement arrimé à l'espace économique russe par l'alliance douanière existant avec la fédération de Russie et el Kazakhstan n'a pas cédé aux pressions de Bruxelles, la Moldavie et la Géorgie elles ont cédé mais, au dernier moment et malgré les menaces de Barroso, le moins faible de ces Etats l'Ukraine, soucieux de maintenir des relations importantes avec son voisin russe s'est ravisée, engendrant le courroux de Bruxelles. D'où les manifestations pro européennes de Kiev de ces derniers jours où les manifestants bien formés - pas tous ukrainiens selon certaines sources -, bien encadrés et bénéficiant de la sympathie immédiate des médias occidentaux disposent de moyens matériels très importants : sonorisations puissantes, écrans géants, conteneurs de matériel installés en pleine ville, et pour certains d'entre eux ont recours à des outils qui dans l'Europe de rêve qu'ils défendent les conduiraient directement devant un tribunal de flagrants délits. Conduire des attaques de cordons de police à pied protégeant des bâtiments officiels avec

un tractopelle est une action qui aurait peu de chances de rester impunie sous les cieux (pourtant si attirants pour ces manifestants) de l'UE.

Mais le revers ukrainien de l'UE ne l'empêche pas de renoncer à sa politique expansionniste. Pour preuve un nouveau document établissant la carte des grands corridors de transport sur l'espace européen qui s'arrête très précisément à la frontière orientale de l'Union qui tend ainsi les bras aux futurs « partenaires de l'Est » à commencer par l'Ukraine, sans oublier la Moldavie et le Belarus

Le paradoxe de la situation est que l'UE en période de crise, d'abord économique et sociale, mais de plus en plus en crise de légitimité – des voix toujours plus nombreuses s'élèvent ici et là pour demander ou la sortie de l'Euro ou même la sortie de l'UE – lance des programmes pour renforcer ses réseaux de transport et les projeter vers sa périphérie orientale, programmes dont la réalisation ne pourrait à terme que favoriser des relations économiques faciles et denses entre pays voisins engagés dans des programmes de coopération entre égaux qui constituent l'alternative la plus probable à la centralisation capitaliste orchestrée par l'UE et à la domination du continent par une technocratie au service des grands groupes capitalistes européens et étasuniens.



La source originale de cet article est [Comaguer : Bulletin n° 261](#)

Copyright © [Comaguer](#), [Comaguer : Bulletin n° 261](#), 2013

Articles Par : [Comaguer](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez :

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca